

Dernière modification le 16/12/2016 par l'Agence de Beyrouth¹.

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour le Liban : l'eau et l'assainissement, l'appui au secteur productif et les projets de développement urbain. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

CONTEXTE

Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

Selon le Gender Gap Report (GGGR) de 2015, le Liban se classe en 138^{ème} position sur 145 pays en termes d'égalité homme-femme.

Enjeux Sociaux

Santé :

A cours des dernières années, le Liban a montré des résultats remarquables dans la prestation des services de santé reproductive. Le taux de mortalité maternelle a baissé de 54 décès pour 100 000 naissances en 1995 à 15 en 2015². Cependant, des disparités régionales demeurent, avec le la Békaa et le Nord qui ont de moins bons résultats que la moyenne nationale³.

Le taux de fécondité est de 1.5 enfants par femme et le taux de fécondité chez les adolescentes est de 18 sur 1000 femmes âgées entre 15-19 ans (GGGR 2015).

Malgré les progrès en matière de santé, le débordement du conflit syrien a exercé une pression considérable sur le système de santé au Liban. Selon Médecins sans frontières, « les risques d'accoucher à domicile sans l'assistance d'une personne qualifiée sont en général très élevés, mais ils le sont d'autant plus dans les lieux où sont installés la plupart des réfugiés contraints de vivre dans des conditions très précaires. »⁴

Violences basées sur le genre :

Malgré les taux élevés de violence conjugale au Liban, ce pays ne disposait d'aucune loi traitant de ce problème avant l'adoption de la nouvelle loi sur la protection des femmes et des membres de la famille contre la violence conjugale.

Cette nouvelle loi (n°293) sur la violence conjugale adoptée par le Parlement libanais le 1er avril 2014 représente une avancée pour les droits des femmes au Liban et pour leur sécurité en offrant de nouvelles mesures de protection et d'accompagnement. Entre création d'établissements pour accueillir les victimes et améliorations des recours en justice, la loi prévoit également la mise en place d'une unité spécialisée dans les violences familiales au sein de la police libanaise mais n'aborde pas de manière adéquate le risque de viol conjugal et d'autres abus auxquels les femmes continuent d'être exposées.

La loi libanaise No 422 du 6 Juin 2002 définit le cadre juridique de la protection des mineurs « enfants en conflit avec la loi ou en danger » contre les violences. Elle définit les cas dans lesquels l'enfant est considéré en danger et les mesures de protection de l'enfant.

Crise de réfugiés :

Le Liban a le nombre des réfugiés par habitant le plus élevé au monde. Environ un quart de la population du pays est constitué par des réfugiés, dont un peu plus de la moitié sont des femmes et des filles (51%).

Selon un rapport d'Amnesty International (disponible [ici](#)) 20% des foyers de réfugiés syriens au Liban sont dirigés par des femmes. Seules, elles voient leurs conditions de vie se précariser. Devenant le seul soutien de leur foyer, leur vulnérabilité et celle de leur famille s'accroissent. Elles sont, susceptibles d'être victimes des violences.

¹ Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification.

² OMS (2015), Tendances de la mortalité maternelle : 1990-2015 [lien](#)

³ <http://www.lorientlejour.com/article/958913/sante-le-liban-peut-mieux-faire-selon-la-banque-mondiale.html>

⁴ <http://www.msf.ch/news/articles/detail/refugies-syriens-au-liban-les-femmes-enceintes-ne-savent-pas-ou-aller/>

De plus, la précarité croissante des réfugiés syriens augmente le risque des mariages précoces pour les jeunes filles. Selon une étude faite par l'Université Saint Joseph publiée en 2015⁶, 23% des filles réfugiées syriennes étaient mariées au Liban avant l'âge de 18 ans. Le mariage d'une fille est perçu par les familles comme une manière de réduire les dépenses et, d'autre part, une façon de la protéger contre les violences sexuelles et ses conséquences sociales (y compris l'incapacité de se marier en raison de l'agression sexuelle). Cependant, les mariages précoces exposent davantage les filles au viol conjugal et aux violences physiques⁷. Ils mettent également en danger la vie des filles qui deviennent mères trop jeunes. La grossesse et l'accouchement sont la deuxième cause de mortalité chez les filles de 15 à 19 ans dans le monde⁸.

Education :

Le taux d'alphabétisation des filles au niveau national est de 92%. La parité est atteinte au niveau primaire : le taux de scolarisation des filles est de 90% et de 97% pour les garçons. Au niveau secondaire, les pourcentages sont de 68% pour les filles et de 67% pour les garçons. Dans l'enseignement supérieur, les filles sont plus nombreuses que les garçons : les pourcentages sont respectivement de 50% et de 48% (GGGR 2015).

Emploi :

Les femmes ne sont que 26% sur le marché de l'emploi contre 76% pour les hommes (GGGR 2015). Environ 86% de femmes travaillent dans le secteur des services, 8% dans le domaine de l'industrie, et les 6% restantes dans l'agriculture (Banque Mondiale, 2011).

Seulement 10% des femmes sont chefs d'entreprise, contre 40% des hommes (Gallup, 2013). D'après l'IFC (International Finance Institution), l'accès au financement reste la principale barrière entravant la création d'entreprise par les femmes. Légalement, les femmes libanaises ont accès aux prêts bancaires ainsi qu'à toutes les formes de crédit. Par la réalité, l'accès au crédit s'avère difficile, raison pour laquelle des programmes de micro-crédits spécialement destinés aux femmes ont été mis en place. Alors que 62% des hommes déclarent avoir un compte ouvert dans une institution financière formelle, ce n'est le cas que de 33% des femmes (GGGR, 2015).

Emploi domestique :

Le nombre d'employés domestiques migrants au Liban est estimé entre 200.000 et 250.000¹⁰, dont la majorité est constitué par des femmes. Il existe toutefois beaucoup de cas non enregistrés. Selon l'OIT, les travailleurs domestiques figurent parmi les personnes les plus vulnérables à la violence et aux abus, en partie à cause de leur isolement physique¹¹.

Une étude publiée en 2014 par l'ONG Kafa (disponible [ici](#)), sur les traitements des travailleurs domestiques, a révélé une absence généralisée de paiement des salaires. Elle a également constaté que 77% des femmes interrogées ont été forcées à travailler plus de 14 heures par jour, la moitié n'a pas été autorisée à sortir de la maison et 8% indiquent avoir été **abusées** sexuellement par leur employeur.

Les travailleurs domestiques sont employés dans le cadre d'un système de parrainage nommé *kafala*¹². Celui-ci ne permet pas aux travailleurs de quitter leur emploi ou le pays sans la permission de **leur** employeur, augmentant ainsi le risque d'exploitation.

Participation politique :

Les femmes sont très peu présentes dans la sphère politique : en 2015, elles occupent 3% des sièges parlementaires et 4% des positions ministérielles (GGGR 2015).

⁶ Portal WEE (2015), 13% of Lebanese girls and 23% of Syrian displaced girls married before the age of 18. [Lien](#)

⁷ Spencer, R. A., J. Usta, A. Essaid, S. Shukri, Y. El-Gharaibeh, H. Abu-Taleb, N. Awwad, H. Nsour, Alianza por la Solidaridad, United Nations Population Fund-Lebanon and C. J. Clark (2015). Gender Based Violence Against Women and Girls Displaced by the Syrian Conflict in South Lebanon and North Jordan: Scope of Violence and Health Correlates, Alianza por la Solidaridad. [Lien](#)

⁸ CARE (2015), Crise syrienne mariages précoces filles réfugiées syriens [lien](#)

¹⁰

¹¹ Voir : http://www.ilo.org/global/docs/WCMS_209773/lang--en/index.htm

¹² Pour plus d'information par rapport le système Kafala voir: <https://www.theguardian.com/global-development/2014/feb/26/time-to-end-kafala-et/ouhttps://thinkprogress.org/meet-julie-one-of-the-many-migrant-workers-trapped-in-the-kafala-system-in-lebanon-b8b1604086a#.ldwscsksva>

Législation

Ratification de la CEDEF¹⁴ ([ici](#)) en 1997

Pas de ratification du protocole CEDEF¹⁵ ([ici](#)) en 1999.

Dans sa Constitution de 1926, le Liban a consacré l'égalité des citoyens devant la loi aussi bien que les libertés démocratiques.

Les articles 9 et 10 de la Constitution prévoient une liberté des familles spirituelles dans la pratique de la foi, dans l'exercice du culte, dans l'ouverture de leurs écoles sous réserve du respect de l'ordre public et dans la gestion du statut personnel de leurs fidèles. Or cette dernière question vise directement la femme libanaise puisqu'elle concerne le code de la famille (mariage, divorce, tutelle, filiation) et les droits de succession pour les communautés musulmanes (le code civil de succession, établi en 1959 a été accepté uniquement par les communautés chrétiennes qui n'ont pas de code religieux de succession).

Ainsi, la femme libanaise est soumise à différents codes de la famille suivant son appartenance religieuse et confessionnelle. Dans ces différents codes communautaires, il y a une discrimination à l'égard de la femme dans les droits et obligations et cela dans le cadre des rapports et des relations au sein de la famille.

Ces différentes discriminations s'appuient sur une conception conservatrice des rôles sociaux attribués aux genres. Cette conception est confortée par les codes communautaires de la famille aussi bien chez les chrétiens que chez les musulmans. Dans les deux communautés, la tutelle sur les enfants est celle du père et il est le seul considéré en charge des enfants.

- Pour confirmer la conception couramment admise que les enfants « appartiennent » au père, le code de la nationalité autorise l'homme seulement à accorder la nationalité libanaise à son épouse au bout d'un an de mariage, et quelle que soit sa nationalité d'origine, de même qu'à ses enfants nés d'un mariage avec une étrangère. Par contre, la femme libanaise ne peut pas accorder la nationalité à ses enfants nés d'un père étranger. Le seul cas où les femmes libanaises peuvent transmettre leur nationalité à leurs enfants, est quand le père est inconnu.¹⁶
- Les lois concernant le divorce varient en fonction du groupe religieux auquel appartiennent l'homme et la femme. Suivant la loi catholique, le divorce n'est pas autorisé, mais le mariage peut être annulé pour certaines raisons. Selon la loi musulmane, il est plus aisé de demander le divorce pour un homme que pour une femme.
- Seuls les arméniens orthodoxes ont des droits égaux de partage de garde des enfants. Pour toutes les autres confessions, le père a l'autorité de garde légale des enfants et si la garde est accordée à la mère, c'est jusqu'à un certain âge de l'enfant.
- La Loi Civile sur l'héritage de 1959 ne fait aucune discrimination de genre, mais ne s'applique pas aux femmes musulmanes. Les lois islamiques peuvent varier selon les rites, mais en général, la fille hérite la moitié de ce que son frère hérite ; Dans la législation de la communauté musulmane sunnite, en l'absence d'héritier direct mâle, les héritières directes femmes ne peuvent pas accéder à tout l'héritage. Ce dernier est redéployé sur les oncles paternels des héritières.
- La liberté de mouvement des femmes libanaises n'est pas restreinte, elles peuvent obtenir un passeport et voyager à l'étranger sans la permission de leur mari depuis 1974.
- Il n'existe pas d'âge minimum au mariage commun pour toute la population, cependant, toutes les filles peuvent être mariées avant l'âge de 18 ans, et l'âge habituel pour les garçons est de 18 ans.
- Le viol est un crime puni par un minimum de cinq ans de prison, cependant, le délinquant sexuel est dispensé de sanctions s'il épouse sa victime.
- Selon l'HCR, il y a plus de 200,000 travailleurs domestiques migrants au Liban, dont la majorité est des femmes. Elles sont extrêmement vulnérables à l'exploitation et à la servitude domestique¹⁸. Un code de conduite a été lancé en 2013 afin de promouvoir et protéger leurs droits, néanmoins, ce code n'est pas suffisant, il est important d'avoir un fort cadre législatif.

Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)

Le Ministère des Affaires Sociales coopère avec de nombreuses ONG afin de combattre les violences de genre et pour porter assistance aux victimes.

- Le Ministère des Affaires Sociales libanaises a mis en place la première stratégie nationale sur le genre « The National Gender Strategy 2011-2021 » : Cette stratégie s'articule autour de trois domaines d'intervention principaux : la culture organisationnelle, le renforcement de capacités du personnel et les activités programmatiques. Il a de même mis en place le plan d'action national « The National Action Plan (2013-2016) » afin d'introduire des changements institutionnels pour mieux intégrer la question de genre¹⁹.

¹⁴ Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

¹⁵ Protocole facultatif prévoyant que « des communications peuvent être présentées par des particuliers (...) qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat Partie d'un des droits énoncés dans la Convention (CEDEF) ».

¹⁶ Lebanon Gender Equality Profile, UNICEF, 2011: 16 <http://www.unicef.org/gender/files/Lebanon-Gender-Equality-Profile-2011.pdf>

¹⁸ HCR, 2013: <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/LebanonCodeOfConduct.aspx>

¹⁹ Women in public life in MENA, OECD : <https://www.oecd.org/mena/governance/women-in-public-life-mena-brochure.pdf>

ACTEURS NATIONAUX

Responsabilités institutionnelles sur le genre

Les principales institutions de promotion et de défense des droits des femmes sont les suivants:

- **The National Commission for Lebanese Women :**

Le rôle de cette commission est d'intégrer une analyse de genre dans les plans sectoriels, ainsi que dans les programmes au niveau national. L'UNFPA l'a soutenue afin que l'égalité de genre, ainsi que les droits des femmes et des filles soient compris dans les lois, les politiques, les stratégies, les plans et les interventions nationales et sectorielles.

Hazmieh – International main road – Chahine Center – Second Floor

Tél. : 00961-5-955101/2

Fax : 00961-5-955103

Site web : <http://www.nclw.org.lb/>

Courrier : info@nclw.org.lb

- **The Department of Women's Affairs (in the Ministry of Social Affairs) :**

Ce département milite notamment pour la lutte contre les violences basées sur le genre. De plus, le Ministère des Affaires Sociales s'est engagé à introduire le *gender mainstreaming* dans ses programmes et politiques, ainsi qu'à promouvoir la participation des femmes au niveau local.

Badaro - Rue de Damas

Téléphone : 00961-1-611260...- 264 - Hotline 1714

Fax : 00961-1-611245 - 611242

Boîte postale: 9650

Site Web : <http://www.socialaffairs.gov.lb/>

Courrier : mosa@terra.net.lb

- **The Parliamentary Committee on Women and Children :**

Récemment, ce comité a proposé des amendements au Code Pénal en lien avec les crimes d'honneur.

Commission de la femme et de l'enfant

Assemblée nationale

Place de l'Etoile

Beyrouth

Tél : +961-1-955000

Courrier : ialmoussaoui@hotmail.com

- **The Social and Economic Council :**

Le Conseil représente tous les citoyens, et a en conséquence deux représentantes des fédérations féminines (Linda Matar et Lamia Osseirane).

Street Hsein El Ahdab – Near Nejme Square – Building 200

Tél : 00961-1-990090

Fax : 00961-1-990391- 990291

Site web : <http://www.ces.gov.lb/English/Pages/Home%20Page.aspx>

Autres acteurs nationaux (recherche, ONG...)

The Lebanese Women's Council:

Fondée en 1952, cette fédération rassemble 140 ONG libanaises œuvrant en faveur des droits des femmes et des droits humains en général. L'objectif principal du Conseil est d'éveiller les consciences de la société libanaise sur les capacités des femmes, et le rôle qu'elles jouent dans le processus de développement du pays. L'organisation travaille pour lutter contre les discriminations faites aux femmes dans les domaines de la politique, de l'emploi, de l'environnement, de l'éducation, de la santé, des violences domestiques ou encore de la législation. Le Conseil est membre de nombreuses associations locales et internationales ; et a participé au premier rapport national de la Convention CEDEF.

Medhat Pacha st., Al-Sanaae, Al-Labban Building

P.O box: 113 / 7320

Tél : (+ 961) 380185 3

Fax : (+ 961) 742939 1

Email : info@lcw-cfl.org

Site web : <http://lcw-cfl.org/home>

The Lebanese Council To Resist Violence Against Women:

Ce Conseil a été créé en 1997 en réponse aux taux alarmants de violences envers les femmes. Sa volonté est de faire passer les questions de violence du champ privé au champ public, notamment en informant la population, en apportant une aide juridique gratuite ainsi qu'un soutien aux victimes. Le Conseil a aidé à la mise en place de « The Permanent Arab Court To Resist Violence Against Women- Headquarters in Lebanon ».

Damascus Road – Sodeco – Bassoul Building - 2nd Floor

Telefax: 00961 1 612 846 – 00961 1 612 899

Hotline: 00961 3 829 809

Mail: lecorvaw@inco.com.lb

The Permanent Arab Court To Resist Violence Against Women- Headquarters in Lebanon:

C'est un tribunal populaire symbolique qui veut lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes dans la société arabe (physiques, politiques, juridiques...). A l'origine, en 1996, il était situé au Maroc, mais est aujourd'hui au Liban. Tout comme le « Council To Resist Violence Against Women », il souhaite faire passer la violence du domaine privé au domaine public. De plus, il fait pression sur les gouvernements arabes et les ONG afin de prendre des mesures pour protéger et soutenir les femmes victimes de violences.

Adresse : Beyrouth - Liban - P.O Box 14/5745

Email : Info@arabwomencourt.org

Website : <http://www.arabwomencourt.org/>

The Lebanese Women Democratic Gathering :

Fondée en 1976, cette organisation collabore avec d'autres associations arabes de défense des droits des femmes, pour appuyer la participation des femmes dans les domaines économiques, politiques et sociaux. Elle soutient également les femmes victimes de violences et leur offre une aide légale, morale et sociale. De plus, elle lutte pour la mise en œuvre effective de toutes les clauses des traités internationaux concernant l'égalité de genre. Enfin, elle a fondé des centres de soins qui accueillent environ 150 patientes par mois, et offre des cours d'alphabétisation aux femmes.

Adresse : Zekak Al Blat, Batriarkieh, Nahhas Str., Al Rayes & Hammoud Bldg., 1st Floor P.O Box 14-5620 Beirut - Lebanon

Téléphone : (01) 370120

Fax: (01) 370189

Mail: rdfl@inco.com.lb

Présidente : Ms. Joumana Amin Merhi

Téléphone : 70-959124

Association Dar el Amal :

Cette association, créée en 1970, lutte contre la délinquance féminine et juvénile. Elle fait de la prévention envers les jeunes filles à risques, aide les jeunes victimes de la prostitution à se réinsérer dans la société, et travaille également avec des jeunes prisonnières, en les formant à de futurs emplois.

Adresse : Sin El Fil, Beyrouth

Téléphone : +961 1483 508

Mail : info@dar-el-amal.org

The Working Women League in Lebanon :

Cette organisation a été fondée en 1994 afin d'améliorer les conditions des femmes au travail et dans les syndicats. Des avocats bénévoles offrent un conseil juridique pour aider les femmes à régler les problèmes qu'elles peuvent rencontrer sur leur lieu de travail.

Adresse : Berytech Building, 3rd Floor, Damascus Road, Beirut, Lebanon

Tel : +961 1 612 500 Ext. 1990

Fax : +961 1 611 005

E-mail: info@llwb.org

League of Lebanese Woman's Rights :

La Ligue a été fondée en 1970, et promeut les droits des femmes dans tout le pays, y compris dans les zones rurales. Le souhait de ses membres est de s'assurer de la mise en œuvre des principes énoncés dans la Constitution libanaise ainsi que dans la CEDEF, et également d'amender les lois qui sont toujours discriminantes pour les femmes.

Adresse: Wata al Mousaytbeh, Facing Social Security - Zuheiri Building - 4th Floor, Beirut – Lebanon

P.O.box: 14/5140

Tel : +961 01/317987

Fax : +961 01/817820

E-mail: llwr@terra.net.lb

Resource Center for Gender Equality (ABAAD):

Organisation de la société civile sans affiliation religieuse ou politique, fondée en 2011. Son objectif est de promouvoir un développement social et économique durable dans la région MENA, ainsi que la protection et l'empowerment des groupes marginalisés, notamment les femmes.

Furn Chebbak, Sector 5, 51 Bustani Street, Najjar Bldg., Ground Floor

P.O.Box: 50-048 Beirut-Lebanon

Tel/fax: +961 (1) 28 38 20; +961 (1) 28 38 21

Mob (office): +961 (70) 28 38 20

Men Center: +961 (71) 28 38 20

Email: abaad@abaadmena.org

KAFA (Enough) Violence & Exploitation :

Fondée en 2005, cette organisation se mobilise pour l'égalité hommes-femmes et la non-discrimination et promeut le développement des droits humains des femmes et des enfants. La mission de KAFA consiste à travailler pour l'éradication de toute forme de violence basée sur le genre et contre l'exploitation des femmes et des enfants. Et ceci à travers le plaidoyer en faveur de réformes de la législation et d'un changement de politiques et de pratiques, en agissant auprès de l'opinion publique, et en cherchant à réhabiliter et renforcer les femmes et les enfants. Domaines d'intervention : Violence basée sur le genre et violence familiale ; Abus sexuel des enfants ; Exploitation et trafic des femmes ; Conseil sociojuridique et renforcement des victimes de violence.

Address: 43, Badaro Street, Beydoun Bldg, First Floor

Tel:961-1-392220

Fax: 961-1-392220

Email: kafa@kafa.org.lb

Website : <http://www.kafa.org.lb/>

ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

ONG internationales intervenant sur le genre

CARE Lebanon. Migrations, Eau

Tel: + (266) 22 314 398

Email: info@care.org.lb

Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

Délégation de l'Union européenne en République libanaise. Droits de l'Homme, Genre

Imm. Harbor Drive, Av. Charles Hélou, Saifi – Beyrouth

B.P. 11-4008 – Riad el Solh Beyrouth 1107 2150 Liban

Téléphone: 00961 1 569400

Fax: 00961 1 569415

Courriel: delegation-lebanon@eeas.europa.eu

UNDP Lebanon

Arab African International Bank Bldg,

Riad El Solh Street, Nejme, Beirut 2011 5211

Telephone: + 961-1-962500

Fax: + 961-1-962491

E-mail: registry.lb@undp.org

UNFIL

Gender Focal Point : Enshrah Ahmed, Gender Advisor

Email: ahmed92@un.org

International Finance Institution (IFC) – World Bank Group

Riham Mustafa | Cairo, Egypt

RMustafa@ifc.org | +20 2 2461-4230

Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

Secteur privé - entrepreneuriat

IFC (International Finance Corporation, World Bank Group) : mené par IFC et la BLC Bank, ce projet a pour objectif d'améliorer l'inclusion financière des femmes entrepreneures. **Plus d'informations disponibles [ici](#).**

Délégation de l'UE : 5 projets « Genre » ont été montés par la Délégation de l'UE, pour un montant de 3 millions d'euros. Ces projets avaient pour objectifs : l'amélioration du statut et des conditions de travail du personnel de santé féminin, la promotion de la participation économique et publique des femmes au Liban, l'implémentation complète de la CEDEF, la lutte contre l'inégalité de genre des femmes palestiniennes réfugiées et le travail avec les hommes et les garçons contre les violences de genre.

Un projet « Women for Change » soutient les femmes actives dans les autorités locales et es ONG de la région Euro-méditerranéenne, un autre projet « Genre » soutient l'égalité dans le domaine de l'éducation (1 880 000 euros), un programme encourage l'activité politique des femmes tandis qu'un dernier promeut la culture des droits de la femme.

UNDP : Le projet ART GOLD Lebanon- Articulating Territorial and Thematic Networks for Human Development veut soutenir les autorités et les communautés locales à participer à l'élaboration et à l'implémentation des processus de développement. La branche économique du programme vise particulièrement les petites et moyennes entreprises, les coopératives ainsi que les femmes et les jeunes.

DEMARCHE AFD – AGENCE DE BEYROUTH

Agence Française de Développement (AFD) : Plusieurs projets intégrant une dimension genre sont en cours. **Plus d'informations disponibles [ici](#).**

Entrepreneuriat féminin : Mené avec la BLC Bank, le projet consiste à garantir un portefeuille de prêts accordés par la banque en faveur des PME et des TPE, avec un dispositif spécifique d'incitations pour promouvoir les entreprises détenues à 51% au moins par une ou des femmes, ou dirigées par une femme.

Appui aux femmes vulnérables : Plusieurs projets financés, depuis 2013, à la suite d'appels à proposition lancés auprès d'ONG intervenant au Liban pour soutenir les populations vulnérables libanaises et réfugiées, comportent des actions dédiées à la prise en compte de situation de vulnérabilité des femmes et des filles sur des sujets divers comme la santé, la formation et la prévention des violences.